

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille, il est déjà 15h18 en Inde et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

J'ai juste appris hier soir que les parrains de Macron étaient enfin parvenus à remanier le gouvernement, à resserrer les boulons en fait, en prévision de la tempête à venir, d'après ce que j'ai compris ...

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Je rappelle que je réalise rapidement ces causeries. J'ai à peine le temps de me relire ou de corriger les fautes. Je néglige parfois la syntaxe au profit des idées qui me viennent à l'esprit ou que je développe, ce que je considère être l'essentiel. Bref, j'y consacre déjà beaucoup trop de temps, tout mon temps libre souvent au détriment de mes affaires ou de mon entourage, ce qui m'épuise évidemment. Hier sur les coups de 16h en France, seulement 45 personnes s'étaient connectées au portail, soit entre 60 et 80 en fin de journée.

Avant-hier, j'ai été obligé de me rendre à Pondichéry pour déposer plainte chez Vodafone parce que ma connexion est très lente ou ne fonctionne pas du tout et j'en ai marre. J'ai calculé que cela me faisait perdre environ 40 heures par mois ce qui est énorme. Depuis j'ai reçu deux coups de fil de Vodafone et j'attends la visite d'un de leurs employés. Pourquoi, je l'ignore ou si je le sais, ils ne croient pas ce que je leur ai raconté, alors que c'est très clair, parfois la connexion est normale et le reste du temps épouvantablement lente, ce qui signifie que le problème ne provient pas du modem ou du logiciel, mais bien de chez eux, ce qu'ils ont du mal à l'admettre, ils sont bornés ou stupides au possible, bref là aussi il faut faire preuve de beaucoup de patience, on passe son temps à faire preuve de patience, c'est usant.

Vulgairement, je me fais vraiment très chier pour actualiser le portail, sans parler des coupures de courant qui font parfois sauter l'onduleur, du coup si je n'ai pas eu le réflexe de sauvegarder au fur et à mesure que j'écrivais, je dois tout recommencer, là j'enrage ! En fait, maintenant dès j'arrive au bout d'une ligne ou de l'écran, je sauvegarde (CTRL + S), j'ai le pouce et l'index de la main gauche en permanence prêts à effectuer cette manoeuvre, tenez, maintenant par exemple, c'est à devenir dingue !

Autre chose.

J'ignore toujours s'il existe en France (ou dans un pays francophone) un portail ou un blog comparable à celui-ci, c'est-à-dire qui publie des articles et qui commente l'actualité en proposant des analyses et une perspective politique.

Hallucinant les programmes de recherche du Pentagone destinés à affamer des peuples ou à détruire l'agriculture de certains pays. C'est le complément de leur arsenal biologique et nucléaire, ainsi que de leur propagande de guerre ou encore leur guerre psychologique contre les peuples exploités et opprimés. Qui a réellement conscience de ce que cela signifie, qui en a pris vraiment la mesure ? Certainement pas ceux qui en sont encore à se livrer à des manoeuvres d'appareil ou

à se positionner par rapport à tel ou tel parti qui évolue dans le cadre du parlementarisme, ou dont les tâches de leur parti sont dictés davantage par l'agenda politique des institutions au lieu de correspondre au besoin des masses de prendre conscience de la nature du régime capitaliste qu'ils édulcorent ou rechignent à mettre en lumière tellement elle est monstrueuse. J'ai l'horrible défaut ou je commets l'erreur politique impardonnable de prétendre que l'on ne peut pas lutter efficacement, donc construire le parti, si on n'articule pas notre combat autour des aspects les plus monstrueux du régime, qui vont des gigantesques inégalités sociales à toutes ses guerres, en mettant l'accent sur les moyens qu'il utilise ou qu'il prépare pour mener sa guerre de classe contre tous les exploités ou opprimés. Pourquoi ? Comment le justifier direz-vous ?

Parce que ces moyens parlent d'eux mêmes tellement ils sont inhumains, monstrueux, barbares, les mots nous manquent parfois pour qualifier ces entreprises criminelles de masse dignes du nazisme, ils présentent l'avantage extraordinaire de témoigner sans avoir besoin de longs discours des intentions de leurs auteurs ou d'illustrer qu'un tel régime ne peut pas oeuvrer au bien-être des peuples, c'est totalement inconcevable, incompatible, toute personne un tant soit peu sensée et honnête ne peut qu'en convenir, et j'ai le défaut de penser que c'est le cas des travailleurs en général, et plus particulièrement des jeunes qui ne comprennent pas comment la civilisation humaine a pu en arriver à produire de tels instruments de destruction, et bien il faut leur expliquer encore et encore et toujours comme aurait dit Lénine.

Le capitalisme pour assurer sa survie ou plutôt les tenants de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité de nantis a plus qu'atteint le stade de la barbarie, il a franchi cette limite en justifiant les moyens pour y recourir, car ce sont des centaines de milliers de travailleurs à travers le monde et pas seulement aux Etats-Unis, du simple employé au chercheur ou scientifique, l'ensemble des élites qui y sont associés ou en ont parfaitement conscience, de sorte que ces activités sont connues ou du domaine public, avec Internet depuis ces dernières années tout le monde ou presque a pu y accéder ou en prendre connaissance, et le plus incroyable c'est que cela n'a donné lieu à aucune réaction de masse, hormis quelques réprobations ou indignations sans lendemain de la part de petits bourgeois bornés ou corrompus en mal de bonne conscience, ce qui était somme toute normal puisque le mouvement ouvrier (international) ne s'en est jamais saisi, ce qui est aussi normal puisqu'il en est rendu lui-même au stade de la putréfaction (à l'instar du capitalisme qu'il soutient).

Qu'on se comprenne bien, mon idée n'est pas d'en faire un thème central de notre combat politique, mais d'articuler notre argumentation entre la situation sociale et politique que connaissent les travailleurs et cet argument explosif aux multiples facettes, de manière à produire un électrochoc dans leur conscience qui brisera leur résistance à passer à l'action, à tout engagement politique. Il faut bien comprendre que les discours du type le capitalisme c'est pas bien ou c'est pas beau n'a aucune perspective et qu'il faut en tirer les leçons.

Quoi de plus naturel pour des militants ouvriers que de mettre en lumière en permanence les multiples aspects monstrueux du capitalisme et de les relier au combat pour le socialisme. Ah tout le monde en parle, certes, mais certainement pas dans cette perspective !

Tout le monde en parle nous dira-t-on, c'est vite dit. Ils ne parlent pas de tout ou quand ils l'évoquent, c'est entre le fromage et le dessert et ils s'empressent de passer à autre chose, bref, pour se vautrer dans la collaboration de classes quand ils sont de gauche selon la définition frelatée qu'ils en ont ou vanter les mérites du capitalisme quand ils sont de droite, pour ceux qui l'assument.

Il y a de nombreux militants qui considèrent que ce ne serait pas convenable d'adopter un tel axe politique, beaucoup trop brutal, parce qu'ils en sont encore à se soucier des convenances établies par les tenants du régime qui les a fait exploser sans qu'ils s'en aperçoivent, eux n'ont pas ces scrupules et c'est ce qui fait leur force.

En réalité, inconsciemment ils vous ont inculqué un mode de pensée, et comme vous ne parvenez pas à vous en défaire, vous accusez ceux sur lequel il n'a aucune emprise de gauchisme ou d'extrémisme, de révisionnisme ou de populisme, de tout ce qui vous passe par la tête.

Avant on nous avait expliqué qu'il fallait ménager les susceptibilités des uns et des autres ou encore, qu'il ne fallait pas avancer le programme de la révolution socialiste pour ne pas faire fuir les travailleurs, pour attirer vers nous telle ou telle couche de travailleurs (et au-delà des déçus du PS et du PCF, des élus et j'en passe), et vous avez vu à quoi cela a servi, comment cela s'est traduit, à quoi cela nous a mené, tous ces partis ont dégénéré ou ont scissionné, ils sont pour ainsi dire inexistantes aujourd'hui et sans perspective de développement, au mieux ils végètent ou versent dans un dogmatisme éculé pour ne pas disparaître.

Mais en pratique, comment devrait se traduire votre théorie, car c'est bien beau ce que vous nous racontez, une partie d'entre nous le sait depuis longtemps ou en est convaincu. Et bien par exemple, en admettant que nous aurions un parti, au lieu de pondre un éditorial sur les élections européennes dont les travailleurs n'ont absolument rien à foutre ou sur la manière dont se dispose tel ou tel appareil de partis pourris jusqu'à la moelle, on se serait saisi des derniers articles que j'ai publiés dans la rubrique *Documents d'actualité* qu'on aurait diffusé massivement en appelant les travailleurs à participer à une réunion publique pour en discuter en rapport avec la situation sociale et politique en France, ce qui nous aurait permis de présenter notre politique et notre parti.

Parmi les travailleurs à qui nous aurions distribué ces tracts, forcément il y en aurait eu qui en auraient pris connaissance ailleurs ou à la source, et qui se seraient demandés quoi en faire sans trouver de réponses. D'autres, qui en auraient découvert le contenu par notre tract, auraient été choqués par ce qu'ils auraient lu et se seraient posés des questions sur sa signification sans trouver de réponses également. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que dans le cas contraire cela signifierait qu'ils en ont tous rien à foutre ou qu'ils se seraient résignés à vivre dans un tel monde, franchement, qui peut croire un instant un truc pareil, c'est ce là que je pars, c'est ce qui est à l'origine de ma théorie, et je crois en cela demeurer fidèle au socialisme, puisque c'est l'un des arguments qui le justifie, ce qu'ignore beaucoup de militants ou ce dont ils se sont écartés, avoir confiance dans les masses à prendre conscience et à réaliser les tâches politiques que le développement du processus historique parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant leur assigne, afin que la civilisation humaine continue de progresser au lieu de sombrer dans la barbarie.

Et comme je l'avais indiqué dans plusieurs causeries, nous ne proposerions pas forcément aux travailleurs qui participeraient à cette réunion de rejoindre notre parti, mais de s'associer à son combat politique ou plutôt à un des aspects de son combat politique en participant à une structure plus souple ou chacun en fonction de son niveau de conscience pourrait y trouver sa place, sur la base du principe que le capitalisme doit être éradiqué de la surface de la planète. Principe je précisais, qui devrait être non négociable, mais qui devrait être appliqué avec suffisamment de souplesse de manière à pouvoir donner lieu si nécessaire à des compromis très circonscrits et temporaires avec des représentants du mouvement ouvrier et au-delà, sans qu'aucun lien ne soit jamais établi avec eux, aucune fusion ou intégration possible dans une structure, contrairement à ce qu'on a pu observer dans des partis comme le PT, le POI, le POID ou le NPA par exemple.

- Quel monde merveilleux que voilà !

- Faire table rase de cette société pourrie devrait s'imposer à tous les esprits... Il y a urgence.

Apprendre à apprendre ou apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir ?

Lu dans un article. "L'école doit être avant tout le lieu où l'on apprend à apprendre, pas un lieu où l'on vous bourre le crâne", c'est valable pour les militants qui l'ignorent le plus souvent.

Effectivement, la connaissance ne se transmet pas, elle se cultive, à condition d'avoir les outils adaptés. Cela dit il ne faut pas compter sur l'école ou sur l'université pour faire l'apprentissage du matérialisme dialectique bien qu'il s'y applique également, ou acquérir cette méthode ou ce mode de pensée pour interpréter le monde tel qu'il est ou les hommes tels qu'ils sont. C'est le mode de pensée dominant qu'on vous transmet.

Après l'école, il faut donc commencer par déconstruire tout ce qu'on a appris ou remettre le monde sur ses pieds ou le reconstruire conformément à la réalité. Les militants en général feraient bien d'en faire autant ! J'adore me faire des amis parmi mes lecteurs. Je m'y suis mis à l'âge de 21 ans et j'ignore si j'en verrai le bout un jour, sans doute faudra-t-il que cela s'arrête un jour ou l'autre, tout le monde n'est pas académicien ou immortel ! On se détend un peu.

Avec mémé, ma compagne Selvi, elle n'a beau avoir que 48 ans mais elle est déjà grand-mère depuis 12 ans, je me marre bien aussi. Je lui fais remarquer chaque fois qu'elle fait ou dit un truc, bon, parfois ou souvent c'est une connerie, qu'elle pense après ou pas du tout, elle en convient volontiers, c'est qu'elle a compris parce qu'on traite le truc à chaud, à froid cela devient compliquer, il faut se remettre dans le contexte et elle l'a déjà oublié. Tout cela dans la bonne humeur ou au cours d'une grosse rigolade, c'est un peu comme une enfant.

L'air de rien, j'apprends énormément de choses à son contact ou en l'observant, c'est un formidable laboratoire pour comprendre d'où l'on vient tous, ce qu'on a tendance à oublier avec le temps. Dans ces conditions on ne peut pas avoir la grosse tête ou se prendre trop au sérieux. Si je n'étais pas absolument sincère avec elle, cela ne fonctionnerait pas, je m'en tiens donc strictement aux faits, c'est le seul truc abordable pour elle.

Quand on a déblayé le terrain souvent elle me demande ce que cela signifie et je lui explique, si elle ne me le demande pas, je m'abstiens car cela signifie qu'elle n'est pas prête pour m'écouter et cela ne servirait à rien. C'est comme avec un gosse, il faut éveiller sa curiosité.

Un soir elle m'a demandé si c'était vrai que plusieurs fois l'humanité avec veaux, vaches, cochons avaient disparu de la planète avant de renaître, cette version lui semblait étrange ou ne l'avait pas vraiment convaincue, je lui ai répondu que c'était faux, ce qui l'a satisfaite. Je vous passe les détails. Elle m'a demandé de regarder à l'écran de l'ordinateur à quoi ressemblaient nos très lointains ancêtres en me posant un tas de questions pour en arriver à la formation de l'univers. Mes connaissances datant un peu, je me suis connecté à plusieurs portails pour lui fournir ensuite les renseignements les plus précis.

C'était intéressant parce qu'elle est hindoue pratiquante. J'ai observé attentivement sa réaction, j'avais les yeux rivés sur les siens pendant que je débitais ma science, qui en fait n'est pas la mienne, et je me suis aperçu que visiblement cela la passionnait, sans lui avouer je voulais voir si cela aurait une incidence par la suite sur ses croyances et je n'ai pas été déçu : Aucune ! Cela a confirmé ce que je pensais, car cela ne se rattachait à aucune expérience qu'elle avait vécue dans le passé, donc il n'y avait aucune raison pour qu'elle change de comportement, comme quoi quand je parle de la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (pour renverser le régime en place), j'ai à l'esprit que cela doit impérativement se traduire en pratique par la suite sous peine d'avoir été inutile, et encore, faut-il en tirer un enseignement ou relier ces différentes expériences qui se situent sur un plan subjectif ou objectif de manière à ancrer profondément cette connaissance ou se forger une solide conviction.

Pendant que j'écrivais elle est venue dans le bureau et je lui en ai parlé, à part du gaz en fusion qui s'était ensuite refroidi à partir de 15 ou 13,5 milliards d'années environ, on n'avait rien trouvé d'autres dans l'univers. Pas un homme, pas une femme me demanda-t-elle. Non, rien de semblable, cela l'a scotchée, elle a tourné les talons et elle est partie sans dire un mot, dans trois jours aura lieu la Sarajwati puja, une des plus grandes fêtes hindoue de l'année, avant je n'avais pas ajouté un mot non plus, hormis que c'était les hommes qui autrefois avaient inventé les dieux

parce qu'ils ignoraient de quoi était fait l'univers, et que je comprenais que les croyants en proie à de nombreuses difficultés telle la pauvreté, priaient en espérant que cela servirait à améliorer leur sort, mais qu'en réalité les choses se passaient autrement, qu'en travaillant ou en se battant contre la pauvreté ou cette société injuste, c'était le seul moyen d'améliorer leur condition, de la faire reculer ou de la vaincre, et qu'il n'y avait pas de miracles à attendre.

Pour la petite histoire, le lendemain lors du déjeuner, je lui ai expliqué de quoi était composé l'univers, tout ce qui existe et a existé, de la matière chimique et rien de plus, qui combinée ou selon son environnement a pris la consistance de gaz, de matières liquides ou solides... J'ai ajouté que ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école contrairement à elle, l'avaient peut-être appris un jour pour s'empresse de l'oublier aussi vite... A suivre.

Quand la soi-disant gauche est chassée du pouvoir, c'est la faute au capitalisme ou à la réaction, et non d'avoir refusé de se tourner résolument vers les masses et de rompre avec le capitalisme.

Ils ont détenu le pouvoir dans pratiquement toute l'Amérique latine et centrale, et qu'est-ce qu'ils en ont fait ? C'est le constat et la question qu'on doit avoir à l'esprit avant d'aborder cet article pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Il n'y a pas de fatalité contrairement à ce qu'affirment les dirigeants de cette prétendue gauche, il n'y a que la faillite de leur idéologie étrangère au socialisme.

Si on suivait jusqu'au bout le raisonnement de Correa, on arriverait à la conclusion que la Commune et la révolution russe de 1917 ont été des accidents de l'histoire, des erreurs ou elles n'auraient jamais dû avoir lieu, et comme les Fronts populaires n'ont jamais permis aux masses d'accéder au pouvoir ou de changer de régime, par conséquent il faudrait qu'elles abandonnent cet objectif et qu'elles l'imitent, c'est à dire qu'elles se résignent à laisser des représentants des capitalistes gouverner à leur place et décider de leur sort.

Ni Chavez, ni Morales, ni Correa, ni Blum, ni Allende, ni Mitterrand n'étaient parvenus au pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, bien au contraire, ils ont tout fait pour qu'il ne parvienne jamais à maturité, ils se sont employés à en étouffer les prémises, à les détourner pour que les masses ne rompent pas avec le capitalisme et ses institutions. Ils sont parvenus au pouvoir au cours d'un processus législatif dans le cadre des institutions réactionnaires en place qu'ils ont conservées en grande partie par la suite.

A entendre Correa, la hausse ou la baisse brutale des prix des matières premières dont le pétrole serait davantage due à "*un retournement du cycle économique*" ou à "*un contexte économique international défavorable*" (Ou à la crise du capitalisme), plutôt que le produit de décisions politiques sciemment prises à cet effet. A aucun moment il ne se demandera si ce n'était pas la conséquence de manipulations de l'oligarchie financière anglo-saxonne parvenue à concentrer des richesses supérieures au PIB de l'ensemble des pays de l'Amérique latine, de sorte qu'avec quelques dizaines de milliards de dollars, des centaines au total, elle n'était pas en mesure de déstabiliser, de paralyser, de faire chuter n'importe quelle économie à des fins politiques. Le Pentagone et la CIA ainsi que l'ensemble des officines qui leur servent de sous-traitants disposant de centaines de milliards de dollars n'avaient pas non plus les moyens de financer des organisations, des partis, des médias, des réseaux numériques qui oeuvreraient aux mêmes fins politiques. Correa est naïf ou idiot, c'est à se demander. Vous voyez comme c'est facile de le faire croire !

Toujours est-il que cela confirme que pour vaincre la réaction au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste, la désarmer, la neutraliser, lui ôter tout pouvoir de nuisance, il faudra impérativement exproprier les capitalistes, les museler, les mater, les réprimer si nécessaire, sous peine qu'ils organisent la contre-révolution et nous infligent une défaite sanglante en se servant de leur pouvoir financier et de leurs médias pour retourner les masses... L'expérience de Correa et

ses semblables suffit à prouver qu'il n'existe pas d'autre alternative que la révolution pour s'emparer du pouvoir et le conserver, ce qui légitime à la fois la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et les enseignements de la révolution russe de 1917.

- Gouverner sous les bombes... médiatiques par Rafael Cerrea - Investig'Action 11.10.2018

Ce que nous raconte l'ex-président de l'Equateur, c'est l'histoire de la faillite programmée de la gauche réformiste, la gauche qui refuse de rompre avec le capitalisme, et qui au lieu d'adopter le socialisme verse dans la collaboration de classes, ce qui fait penser aux Fronts populaires des années 30 en France et en Espagne, dans les années 70 au Chili, qui tous se sont soldés par le retour de la réaction au pouvoir ou l'établissement d'une féroce dictature. C'est également le programme de LFI en France de nos jours, comme ce fut celui de Mitterrand quelques décennies plus tôt.

Monsieur Correa ne comprend pas pourquoi après avoir distribué des miettes à la classe ouvrière, elle s'est montrée ingrate envers lui en exigeant davantage et face à son refus elle lui a tourné le dos. Il semble ne pas comprendre non plus pourquoi les masses ont tant de besoins en souffrance, et pourquoi elles exigent que l'ensemble de leurs aspirations soient satisfaites sans attendre.

En réalité il sait que pour les satisfaire il devrait aller beaucoup plus loin ou s'attaquer aux fondements du capitalisme, alors que cela ne fait pas partie de ses objectifs, dévoilant au passage qu'il n'était rien d'autre qu'un agent du capitalisme et en aucun cas un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme.

C'est ce qui caractérise cette gauche sud-américaine qui en réalité est de droite, puisqu'elle est opposée à un changement de régime, elle préfère encore se saborder ainsi que les illusions qu'elle a pu faire naître dans la tête de millions de travailleurs, d'ailleurs vous lirez plus loin que Correa le dit lui-même. Elle ne peut donc pas constituer un modèle politique pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, désolé.

Cette soi-disant gauche s'arrête aux portes de la démocratie, préférant encore que la réaction la cadennasse plutôt que s'en remettre aux masses pour l'imposer. Voilà pour ce qu'il en est de ces fameux progressistes ou démocrates qui servent de modèles à la confrérie des opportunistes. Après avoir été de loyaux serviteurs du régime en place, leur servilité est récompensée en les poursuivant en justice ou en les jetant en prison, et ils échappent encore au pire, pas tous, sans que personne ne bronche pour les défendre ou presque. Sans aller jusqu'à dire qu'ils ont ce qu'ils méritaient, ils récoltent le fruit amer de leur imposture, et ils perdent le peu de dignité qu'il leur restait en étalant leurs états de service dans l'indifférence générale, il n'y a plus qu'à les exécuter ou les bannir pour qu'ils disparaissent ou se taisent définitivement. C'est cruel parce qu'ils ne parviennent même plus à soulager leur bonne conscience qui leur est devenue inutile.

Rafael Cerrea - À la suite de la longue nuit néolibérale des années 1990, et à partir de l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998, les bastions de la droite latino-américaine se sont effondrés comme des châteaux de cartes. À l'apogée du phénomène, en 2009, huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala. Dans ce dernier pays, comme au Paraguay, c'était la première fois que les progressistes parvenaient au pouvoir.

Les premières années du XXI^e siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques, dans un contexte de souveraineté, de dignité et d'autonomie géopolitique. Ces réussites furent facilitées par la hausse du prix des matières premières, mais encore fallait-il que ces richesses soient investies dans le « bien-vivre » de nos peuples (lire le reportage de Loïc Ramirez, « Difficile construction de la santé publique en Équateur ») (1). C'est ce qui fut fait.

L'Amérique n'a donc pas connu une époque de changement, mais un changement d'époque. Pour les pouvoirs d'hier et pour les États hégémoniques, il devenait urgent d'en finir avec des dynamiques qui annonçaient la seconde étape : celle de l'indépendance régionale.

("Une époque de changement, mais un changement d'époque", traduire par aucun changement de régime ou au niveau des rapports sociaux, ils ont tous conservé le capitalisme, et à l'arrivée il a eu leur peau, c'était écrit d'avance. - LVOG)

Si l'on exclut le coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Équateur (2010) et Paraguay (2012) (2). À partir de 2014, ces efforts désarticulés profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice en bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc. La réaction ne connaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'État parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), mais également contre le vice-président Jorge Glas en Équateur (3). De sorte qu'il ne reste plus que trois gouvernements progressistes en Amérique du Sud : au Venezuela, en Bolivie et en Uruguay.

La stratégie réactionnaire repose sur deux arguments : le modèle économique de la gauche aurait échoué ; les gouvernements progressistes auraient démontré leur absence de moralité.

(La réaction a raison d'affirmer que "*le modèle économique de la gauche*" ne pouvait qu'échouer en demeurant entièrement dépendant du capitalisme et ses aléas. La responsabilité repose entièrement sur vous et les chefs d'État de l'Amérique latine et centrale, car avec "*huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala.*" vous ne pouviez pas dire que vous étiez isolés, que vous manquiez de soutiens extérieurs, que vous étiez étranglés économiquement et politiquement, non, délibérément au lieu de vous tourner ensemble vers le socialisme, de réaliser la Fédération des États socialistes d'Amérique latine et centrale ou les États-Unis socialistes d'Amérique latine et centrale, vous avez décidé de continuer à gérer la société pour le compte des capitalistes. Votre faillite est avant tout idéologique pour avoir refusé de vous tourner résolument vers les masses exploitées, de s'appuyer sur elles pour affronter et briser le capitalisme... - LVOG)

Depuis fin 2014, la région dans son ensemble subit le contrecoup d'un contexte économique international défavorable. Alors qu'elle connaît une récession, les difficultés spécifiques du Brésil ou du Venezuela viendraient, nous dit-on, illustrer l'échec du socialisme.

Mais l'Uruguay, gouverné à gauche, n'est-il pas le pays le plus développé au sud du Rio Bravo ? Et la Bolivie n'affiche-t-elle pas les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète ?

L'Équateur, de son côté, a affronté ce que nous avons appelé « la tempête parfaite » : la chute de nos exportations aggravée par une forte appréciation du dollar, monnaie que nous utilisons depuis 2000. Les chocs externes qui nous ont bousculés en 2015-2016 n'ont pas de précédent dans l'histoire contemporaine de notre pays. Pour la première fois en trente ans, nous avons connu une chute des exportations deux années de suite, soit une perte équivalant à 10% de notre production annuelle. En 2016, la valeur de nos exportations atteignait tout juste 64% du montant enregistré deux ans plus tôt. Au premier trimestre de la même année, le prix du baril de pétrole équatorien enfonçait le plancher des 20 dollars, un chiffre qui ne permet pas de couvrir les coûts de production.

Dans le même temps, le dollar passait de 0,734 à 0,948 euro entre janvier 2014 et décembre 2016, un bond de 30% alors que la monnaie de nos voisins colombiens se dépréciait de plus de

70%, ce qui rendait leurs exportations plus compétitives. Une première : le flux d'argent s'est inversé entre l'État et les sociétés pétrolières publiques ; le gouvernement a dû verser près de 1,6 milliard de dollars à ces entreprises pour les sauver de la banqueroute... Sans compter les litiges perdus devant des tribunaux d'arbitrage iniques qui nous ont contraints à verser plus de 1% du produit intérieur brut (PIB) aux sociétés Oxy et Chevron (4).

Pour couronner le tout, la zone côtière a connu le 16 avril 2016 un tremblement de terre de magnitude 7, 8, qui a fait des centaines de victimes. La catastrophe et ses quatre mille répliques ont provoqué un plongeon de 0,7% de la croissance et engendré des pertes équivalentes à 3% du PIB. Raisons pour lesquelles nous sommes passés d'une croissance vigoureuse de 4% en 2014 à tout juste 0,2% en 2015 et à un recul de 1,5% en 2016. Mais, en dépit de difficultés aussi sévères et de l'absence de monnaie nationale, nous avons surmonté la récession en un temps record, et à un coût réduit : pas d'accroissement de la pauvreté, pas d'augmentation des inégalités. Une prouesse inédite en Amérique latine.

En Équateur, les politiques hétérodoxes ont ainsi démontré leur efficacité, tant en période d'expansion que pendant les récessions.

Entre 2007 et 2017, l'économie du pays a plus que doublé, grâce à une croissance supérieure à celle de la région. Le pays a connu la plus importante augmentation des revenus des plus démunis, dont deux millions sont sortis de la pauvreté.

Le prétexte de la corruption

Mais ces analyses économiques comptent peu pour la population. Les gens perçoivent surtout que, ces dernières années, leurs affaires tournent moins bien, leurs enfants ont plus de mal à trouver du travail et leurs revenus ne s'accroissent plus aussi vite. Un sentiment dont profite une presse qui préfère la manipulation à l'information. Une partie des médias présentent cette récession continentale comme le résultat de nos options politiques, et non comme un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie. D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes : que nous n'y soyons pas parvenus signifierait notre échec. Alors qu'ils reprochaient aux gouvernements de droite de n'avoir rien fait, ils nous fustigent pour n'avoir pas tout fait.

("Un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie" que vous avez conservé ancrée au dollar, les bases de votre économie sont demeurées les mêmes, donc ce qui devait arriver arriva, cela vous surprend, nous, non, nous l'avions prévu quitte à nous faire de nombreux adversaires dans notre propre camp, nous l'assumons contrairement à ceux qui refusent d'admettre que les faits leur ont donné tort et nous ont donné raison, c'est ainsi.

"D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes", assurément, mais pas dans le sens où vous l'entendez, celui suggéré par la réaction, dans le sens du socialisme dans lequel vous avez refusé d'avancer.

Ce que nous raconte ensuite monsieur Correa on le connaît par coeur ainsi que son dénouement, c'est ce qui arriva de Blum à Allende. Ils n'ont pas désarmé la réaction, et ensuite ils se plaignent qu'ensuite elle ait retourné les armes dont elle disposait toujours contre eux. Quelle preuve d'inconscience, d'inconsistance ou d'infantilisme ! - LVOG)

Le second axe de la critique des gouvernements progressistes s'organise sur le plan moral. Le thème de la corruption fournit un outil efficace pour fragiliser les processus nationaux-populaires. On pense évidemment au Brésil (5), mais un phénomène similaire s'observe dorénavant en Équateur.

Tout commence par une accusation plus spectaculaire que fondée. Puis vient le bombardement médiatique, qui prive la victime choisie de ses soutiens politiques. La culpabilité présumée du dirigeant poursuivi passe alors au second plan pour les juges, otages consentants de la pression de la droite et des médias : il ne s'agit plus pour eux de condamner sur la base des preuves qu'ils auraient identifiées, mais d'identifier des preuves de façon à pouvoir condamner.

Qui peut se dire opposé à la lutte contre la corruption ? Ce combat a été l'une de nos premières victoires en Équateur : au cours des dix dernières années, nous avons éradiqué la corruption institutionnalisée dont nous avons hérité. Mais, pour la droite, la « lutte contre la corruption » représente surtout les habits neufs d'une même préoccupation : qu'il s'agisse du combat contre le narcotrafic dans les années 1990 ou de la guerre contre le communisme dans les années 1970, il s'agit toujours d'organiser l'offensive politique.

On nous parle de manque de contrôles, de permissivité, de corruption systématique. Mais quels contrôles autorisent les comptes secrets sis dans des paradis fiscaux, par exemple ? En Équateur, les contrôles sont désormais si pointus qu'il faut déclarer l'origine de tout dépôt supérieur à 10 000 dollars. Une obligation que les paradis fiscaux, eux, n'imposent pas... L'Équateur est le premier pays à avoir instauré une loi interdisant aux fonctionnaires et aux élus toute interaction privée avec des paradis fiscaux.

Pour la presse, aucun doute : la corruption naît au coeur de l'État, du système public. Mais, dans les faits, elle provient en grande mesure du secteur privé, comme le prouvent le scandale Odebrecht (6) et cette anecdote : récemment encore, les entreprises allemandes pouvaient défiscaliser leurs versements illicites à destination de notre pays.

Sans doute la gauche subit-elle également le contrecoup paradoxal de ses réussites. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) des Nations unies, près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux politiques des gouvernements de gauche.

Mais, parmi les 37,5 millions de personnes que le Parti des travailleurs (PT) brésilien a tirées du besoin, peu se sont mobilisées pour soutenir la présidente Dilma Rousseff lorsqu'elle a été menacée de destitution. On peut connaître une prospérité objective et demeurer dans un état de pauvreté subjective : en dépit des améliorations de son niveau de vie, on continue alors à se sentir pauvre, non pas par rapport à ce dont on dispose (ou par rapport à ce dont on disposait hier), mais par rapport à ce à quoi on aspire.

(Tiens, monsieur Correa légitime ma théorie à sa manière. Serais-je dans le vrai ou aurais-je vu juste ?

Même le mode de vie supérieure dont bénéficient les couches moyennes et supérieures du prolétariat des grandes puissances, les classes moyennes, est une misère ou demeure très éloigné de ce que serait en droit d'attendre l'ensemble des exploités en terme de bien-être ou d'épanouissement individuel dans une société démocratique au XXI^e siècle, tant les sacrifices qui leur sont imposés en échange sont nombreux, pour finalement ne pas disposer librement de leur destin ou demeurer sous le joug d'un régime d'exploitation et d'oppression qui ne leur permet pas de décider de l'orientation de la société. Donc monsieur Correa vous étiez très loin du compte, je ne parle pas de votre situation personnelle puisque vous vivez confortablement en Grande-Bretagne sans avoir à travailler. - LVOG)

Bien souvent, les exigences de la nouvelle classe moyenne ne s'avèrent pas seulement distinctes de celles des plus pauvres : elles en sont parfois antagoniques, alimentées par le chant des sirènes de la droite, des médias et d'un style de vie imaginé à New York.

La gauche a toujours lutté à contre-courant, en tout cas dans le monde occidental. Lutterait-elle en fait contre la nature humaine ?

Le problème se complique encore si l'on prend en compte les efforts de la droite visant à forger une culture hégémonique — au sens gramscien —, de sorte que les désirs de la majorité servent les intérêts de l'élite. Un exemple, dramatique : le rejet de la loi sur les successions que nous avons tenté d'instaurer en Équateur. Alors que seuls trois Équatoriens sur mille perçoivent un héritage et que le nouvel impôt ne portait que sur les montants les plus importants (moins de 0,5% des successions, ou 172 personnes par an, sur une population de 16 millions), de nombreux pauvres et une grande partie de la classe moyenne, manipulés par les médias, ont manifesté contre un dispositif dont ils auraient pourtant tiré avantage.

De puissants ennemis

Nos démocraties devraient être rebaptisées « démocraties médiatisées ». La presse joue parfois un rôle plus important que les partis politiques lors des processus électoraux : convertie en principale force d'opposition lorsque la gauche gouverne, elle incarne le pouvoir des conservateurs et du secteur privé. Elle a transformé l'État de droit en État d'opinion.

(Mais qui leur a laissé cet extraordinaire pouvoir de nuisance, de conditionnement des masses, vous et vos semblables. - LVOG)

La gauche se heurte également à l'épuisement lié à l'exercice du pouvoir, même lorsque son passage aux affaires a été couronné de succès. Car nul ne peut gouverner en satisfaisant tout le monde. Encore moins lorsque la dette sociale est aussi grande qu'en Équateur. Avoir redonné la parole aux plus humbles, des chances aux pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité aux paysans, avoir arraché leur pouvoir aux banques, aux médias et aux vieux partis nous a valu de puissants ennemis, qui nous ont accusés de « polariser » le pays. Ils oublient que parvenir à la moitié de ce que nous avons réalisé aurait provoqué une guerre civile il y a quelques décennies.

("Des chances aux pauvres" nous fait penser à la roulette ou au tirage au sort : Attention, il n'y en aura pas pour tout le monde, tenter votre chance un vendredi 13 et malheur aux perdants ! En fait, il n'a pas retiré le pouvoir aux banques et aux médias, ni aux multinationales, il va encore le prouver lui-même plus loin. - LVOG)

La gauche qui se contente de représenter une petite minorité des suffrages ignore ce que gouverner implique : répondre aux tempêtes économiques, subir les trahisons de ceux qui succombent à la tentation du pouvoir ou de l'argent, etc. Nul doute qu'un révolutionnaire n'a pas le droit de perdre la bataille morale. Un gouvernement honnête n'est cependant pas celui qui ne connaît aucun cas de corruption, mais celui qui les sanctionne. Une partie des militants souffre de ne pas percevoir cette différence et se laisse emporter par une démoralisation qui satisfait nos adversaires. Il faut toujours faire preuve d'autocritique. Mais nous devons aussi avoir confiance en nous. Les gouvernements progressistes subissent les attaques constantes des élites et des médias, qui s'emparent de la moindre de leurs erreurs pour les faire douter. Pour cette raison, le principal « défi stratégique » de la gauche latino-américaine consiste peut-être à se souvenir que les contradictions et les erreurs font partie des processus politiques : elles ne doivent pas suffire à nous faire baisser les bras.

(Des "contradictions", des "erreurs", vous vous ménagez dites donc, vous ne manquez pas de toupet pour caractériser un choix idéologique. - LVOG)

Rafael Correa

Président de la République de l'Équateur de 2007 à 2017. (Source: Le Monde diplomatique)

Notes:

(1) Dans le domaine de la santé, par exemple, les dépenses de l'État équatorien sont passées de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 7,5% en 2013. (Toutes les notes sont de la rédaction.)

(2) Lire Maurice Lemoine, « En Amérique latine, l'ère des coups d'État en douce », Le Monde diplomatique, août 2014.

(3) Vice-président de M. Rafael Correa à partir de 2013, M. Jorge Glas a occupé les mêmes fonctions sous la présidence de M. Lenín Moreno, élu en avril 2017 avec le soutien du chef de l'État sortant. Il a été arrêté le 2 octobre 2017 dans le cadre d'une enquête liée au scandale de corruption impliquant la société brésilienne Odebrecht. Les partisans de M. Correa y voient une illustration du conflit opposant l'ancien président à son successeur, le premier reprochant au second de rompre avec son héritage.

(4) Lire Hernando Calvo Ospina, « Chevron, pollueur mais pas payeur en Équateur », Le Monde diplomatique, mars 2014.

(5) Lire Laurent Delcourt, « Printemps trompeur au Brésil », Le Monde diplomatique, mai 2016.

(6) Lire Anne Vigna, « Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht », Le Monde diplomatique, septembre 2017.

Et à la sauce Mélenchonaise cela quoi ? Devinez.

AFP - M. Mélenchon présentait en conférence de presse le "contre-budget" élaboré par les députés LFI avec des économistes, avant le coup d'envoi des débats sur le projet de loi de finances à l'Assemblée. Il s'agit d'un "document d'urgence" : "c'est ce que l'on ferait en cas de dissolution" et "nous sommes prêts", a affirmé le député des Bouches-du-Rhône.

Il comprend "un principe de réparation", avec des crédits augmentés jusqu'au niveau antérieur au mandat d'Emmanuel Macron, et "la question de l'écologie est au premier plan", a expliqué le député Eric Coquerel.

Ce "budget d'urgence", également tourné vers "la réduction des inégalités", prévoit de porter à 14 le nombre de tranches d'impôt sur le revenu, la suppression de niches fiscales et une taxation accrue du capital. AFP 15 octobre 2018

L'oligarchie en tremble déjà, sordides charlatans !

Crise politique planétaire ou en famille.

- Suède : les conservateurs échouent à former un gouvernement - Liberation.fr

- Portugal: Remaniement après la démission du ministre de la Défense - Reuters

- La coalition de Merkel meurtrie après l'échec électoral bavarois - AFP 15 octobre 2018

Les alliés au gouvernement d'Angela Merkel doivent tirer lundi de premières leçons après leur échec aux élections régionales en Bavière, qui fragilise encore un peu l'instable coalition de la chancelière allemande.

Les instances dirigeantes des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel se retrouvent dès lundi matin à Berlin tout comme les sociaux-démocrates du SPD.

Les conservateurs vont se pencher sur le camouflet historique qu'a essuyé dimanche la CSU bavaroise, le parti "frère" de la CDU, qui se réunit aussi lundi, après avoir perdu avec 37% des suffrages sa majorité absolue au parlement régional et 10 points par rapport à 2013.

Le SPD a lui reçu une véritable gifle, perdant près de la moitié de ses électeurs pour se retrouver à 9,5%.

- Balayer le gouvernement -

Sept mois après avoir été formée dans la douleur, et après deux crises internes cet été, la grande coalition CDU/CSU-SPD de la chancelière semble au pied du mur.

"L'épicentre de ce séisme politique est en Bavière, mais il peut provoquer un tsunami qui balayera le gouvernement fédéral", assène le magazine de référence Der Spiegel sur son site internet.

Il s'agit pour les intéressés d'enfin résoudre le conflit opposant le chef de la CSU et ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, au SPD et à Mme Merkel.

Car c'est lui qui a provoqué durant l'été 2018 deux crises gouvernementales afin de pousser des thèmes chers à l'extrême droite et regagner les électeurs charmés par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en raison de l'accueil décidé en 2015 par Mme Merkel de plus d'un million de demandeurs d'asile.

Mais au final les gagnants du scrutin bavarois sont les Verts, 2e avec près de 18%, et l'AfD qui fait son entrée dans son 15e parlement régional sur 16 avec 10,6% des voix.

Le baromètre national publié dimanche par le quotidien Bild crédite le couple CDU/CSU d'un piètre 26%, quand le SPD végète à 17%, au même niveau que des Verts et juste devant l'extrême droite (15%). AFP 15 octobre 2018

La protégée de l'AFP "meurtrie"...

En famille. Jaurès, Guesde, Blum "naturellement"... social-impérialistes.

- Marc Vuillemot quitte le PS "plus à même" de rassembler "toutes les sensibilités de la gauche" - franceinfo 14.10

Marc Vuillemot assure demeurer "naturellement socialiste, au sens que donnait à ce terme l'Internationale ouvrière des Jaurès, Guesde et autres Blum". franceinfo 14.10

On n'en doute pas ! Il a oublié Mitterrand, non, ça c'est pour Mélenchon !

... la preuve :

- Faure (PS) plaide pour que l'Aquarius obtienne un pavillon français - AFP 15.10

Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a plaidé lundi pour que l'Aquarius, navire privé d'immatriculation, obtienne un pavillon français, "pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies".

A Marseille, le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui aussi affirmé le 6 octobre que "l'Aquarius (devait) avoir un pavillon et un pavillon français". AFP 15.10

Ces gens-là ont tous un pavillon ou une résidence secondaire, non ?

"*Pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies*", quelle touchante intention, surtout quand on sait que le PS a soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, leur humanisme est bien la politesse des salauds, il n'y a pas de doute !

Dans la rubrique Leur humanisme est la politesse des salauds... Demandez l'ONU.

- Hongrie : les Sans-abri bannis des rues - euronews 15 octobre 2018

Une loi interdisant aux personnes sans domicile fixe (SDF) de dormir dans les espaces publics en Hongrie, promulguée par le gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orban, entre en vigueur ce lundi.

Un amendement constitutionnel approuvé par le parlement hongrois le 20 juin interdit la "résidence habituelle dans un espace public". Cet amendement durcit une loi de 2013 qui en fait un délit passible d'une amende.

La police est à présent habilitée à faire partir les sans-abri et à démanteler cabanes et abris de fortune.

La loi sert "les intérêts de la société dans son ensemble", a affirmé jeudi Attila Fulop, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales. Son objectif est de s'assurer que "les sans-abri ne se trouvent pas dans les rues la nuit et que les citoyens peuvent circuler dans l'espace public sans entraves", a-t-il déclaré à la presse.

Manque de place dans les centres d'hébergements

Les centres d'hébergement d'urgence gérés par l'Etat offrent un nombre de places estimé à 11.000 mais selon des experts, on compte au moins 20.000 sans-abri dans le pays.

"Nous ne savons toujours pas ce qui est prévu pour les animaux, comme les chiens des sans-abri" assure Vera Kovacs membre de l'association "Logement d'abord". "Nous ne savons pas non plus ce qui se passera s'il n'y a pas de place dans les centres d'hébergement. Où iront-ils alors? "

Le gouvernement affirme augmenter les fonds consacrés aux sans abri, mais des organisations internationales et associations de défense des droits de l'homme ont critiqué la nouvelle loi.

Ce dimanche, une manifestation était organisée devant le Parlement Hongrois.

Une mesure "cruelle" selon l'ONU

En juin, la rapporteuse de l'ONU sur le logement Leilani Farha l'a jugée "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme". euronews 15 octobre 2018

Cette loi est inique comme toutes celles du même genre qui existent dans un grand nombre de pays où la mendicité a été criminalisée, aux Etats-Unis par exemple. Si on retenait leurs critères, c'est l'existence de l'ONU qui devrait être reconnue comme "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme".

FO ce qu'il faut : Tout faux !

- FO : Pavageau sur un siège éjectable - Libération 15 octobre 2018

Cette semaine pourrait bien être décisive pour l'avenir de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière (FO). Elu secrétaire général du syndicat le 27 avril, il est déjà poussé vers la sortie après une affaire de fichage qui fait désordre. Le Canard enchaîné a révélé la semaine dernière l'existence d'un fichier interne répertoriant 126 cadres du syndicat et rédigé par des proches de Pavageau au moment où celui-ci faisait campagne pour prendre la direction de FO. A côté des noms de certains fichés figureraient des commentaires douteux : «ordure», «collabo», «mauvais», «niais», «complètement dingue», «trop intelligent pour entrer au bureau confédéral» ou encore «détourne de l'argent»... La vie amoureuse ainsi que l'orientation sexuelle ou les opinions politiques des dirigeants des unions départementales et des fédérations y seraient aussi mentionnées.

Pavageau n'a pas nié l'existence de ce fichier : «Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis.» Pour autant, la faute ne serait pas sienne, mais celle d'une de ses deux collaboratrices proches pour lesquelles il aurait prononcé quelques jours de mise à pied.

Sa réaction rapide n'a pas suffi à calmer les cadres de l'organisation. Vendredi, sur France Inter, Frédéric Homez, secrétaire général de la puissante fédération de la métallurgie de FO, a assuré : «Il doit rendre des comptes. La meilleure solution, c'est qu'il prenne de lui-même la décision de démissionner.» Un discours tenu aussi en interne, peu avant le début de la traditionnelle réunion hebdomadaire du bureau confédéral qui devait se tenir lundi. La plupart des cadres joints par Libération reconnaissent attendre de voir «comment la situation [allait] évoluer» mais ils souhaitent aussi que Pavageau prenne ses responsabilités.

Une autre réunion, cruciale et plus élargie, de la commission exécutive confédérale de FO, qui réunit 35 membres, doit se tenir ce mercredi. Elle pourrait sceller le sort de Pavageau. Reportée par le secrétaire général au 29 octobre, selon les Echos, elle pourrait tout de même se tenir «sans Pavageau s'il le faut», selon une autre source FO interrogée par l'AFP. «La grande majorité des membres va demander sa démission», assure-t-elle, «probablement dès mercredi». Des proches ont indiqué que Pavageau était actuellement en «arrêt maladie»... Mais lundi, les patrons des fédérations de la métallurgie et de l'enseignement se sont fendus d'une déclaration commune pour exiger le maintien de la réunion de mercredi. Libération 15 octobre 2018

Mais c'est pire que les fichiers de la police ou des renseignements généraux ou de Facebook...

A suivre...

A part cela personne ne sait réellement ce qui se passe dans les syndicats, ils partagent les mêmes pratiques que le patronat, les ministères ou l'armée, secret défense oblige... de l'appareil. Tu parles de syndicats ouvriers, quelle honte de faire croire qu'ils seraient indépendants ou qu'il y aurait quelque chose à en attendre dans l'état où ils sont. Et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris.

C'est la même chose avec les partis ouvriers, ils pratiquent le huis clos. Et après cela ils s'étonnent de ne pas inspirer confiance aux travailleurs, ils osent tout eux aussi. Si nous disposions d'un parti ouvrier digne de ce nom, nous publierions sur Internet l'intégralité des textes circulant en interne pour que les travailleurs ou les autres militants se fassent leur propre idée sur sa politique, son fonctionnement, et puissent juger s'ils sont sérieux ou non pour éventuellement le rejoindre. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie !

Ils osent tout

- Les Pays-Bas sont en "guerre informatique" avec la Russie, dit la ministre de la Défense - AFP 14.10

La ministre néerlandaise de la Défense Ank Bijleveld a estimé dimanche que les Pays-Bas se trouvent en "guerre informatique" avec la Russie après avoir déjoué une cyberattaque russe en avril, rapporte la radio-télévision néerlandaise NPO. AFP 14.10

- Affaire Khashoggi: Ryad ripostera à toute sanction économique - Reuters 14.10

L'Arabie saoudite a prévenu dimanche qu'elle riposterait à toute sanction économique qui pourrait lui être infligée dans le cadre de l'affaire de la disparition du journaliste dissident Jamal Khashoggi, rapporte l'agence officielle SPA en citant un responsable saoudien. Reuters 14.10

- Cisjordanie: feu vert à la construction de 31 logements pour colons à Hébron - AFP 14.10

Le gouvernement israélien a donné dimanche son accord à la construction de 31 logements pour des colons juifs à Hébron, une première depuis 2002 dans cette ville de Cisjordanie occupée où des centaines de colons sont installés au milieu de la population palestinienne. AFP 14.10

- La trêve tient toujours à Idlib - Liberation.fr 15.10

Le cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idlib, la seule à être encore contrôlée par l'opposition à Bachar al-Assad, tient. Liberation.fr 15.10

Les barbares qui se servent de la population comme bouclier humain toujours qualifiés d'opposition par cette pourriture...

- Affaire Skripal : Trump affirme que Poutine est «probablement» impliqué - LeParisien.fr 14.10